Académie de Dijon

la cgt

ÉDUC' ACTION

Après le **14 novembre 2012 :**

Journée européenne d'action et de solidarité avec une forte mobilisation dans toute l'Europe

En avant pour le 13 décembre 2012

La mobilisation, c'est maintenant ! Il faut peser sur les négociations, sans attendre.

Le 13 décembre, dans les entreprises devant les chambres patronales, rassemblons-nous !

Parlons de nous ! Faisons-nous entendre !

RETRAITÉS

Négociations ARRCO et AGIRC:
les mauvais coups s'amplifient!
Aujourd'hui les complémentaires,
demain le régime général!
Une grande partie de l'effort sera encore supporté par les retraités actuels et à venir.

En fait, ce qu'il faut retenir, c'est une baisse supplémentaire de la pension complémentaire. Cela s'ajoute aux attaques déjà applicables pour l'ensemble des retraités (nouvel impôt, 0,30%, suppression de la demi part…).

Seule la mobilisation des salariés et des retraités permettra d'engager les discussions sur de toutes autres bases, plus conformes à leurs intérêts.

En conséquence, l'UCR-CGT appelle les retraités à être présents dans toutes les initiatives organisées le 13 décembre 2012.

TOUS LES RETRAITES DANS LA RIPOSTE,
FACE AUX PRETENTIONS DU MEDEF DE BAISSER LES RETRAITES COMPLEMENTAIRES!!

La vie de l'académie de Dijon

N'oubliez pas notre site académique
www.cgteducdijon.org

N°35 - 2012
DECEMBRE

Financement de la protection sociale :
- ***1 % d'augmentation des salaires = + 2,5 milliards d'€ ;***
- ***égalité salariale femmes / hommes = + 4 milliards d'€ ;***
- ***100 000 emplois créés = + 1,3 milliard d'€ ;***
- ***lutte contre le travail illégal = + 6 milliards d'€.***

200 milliards d'€ d'aides publiques, c'est l'équivalent annuel de la totalité des richesses créées par le secteur industriel en France.

C'est le capital qui coûte cher ! Dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 : 39 milliards € en 2007, 37 milliards € en 2008, 35 milliards € en 2009, 40 milliards € en 2010.

14 novembre 2012 :

La journée d'action et de solidarité du 14 novembre dernier « Pour l'emploi et la solidarité en Europe - Non à l'austérité » a été un grand succès. Cette journée est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire de la CES. L'importante couverture médiatique est là pour l'attester. Je remercie les centaines des milliers de personnes qui ont répondu à notre appel et sont descendues dans les rues pour protester contre la brutalité des mesures d'austérité et demander un changement d'orientation politique.

L'ampleur de la mobilisation et de la participation, la détermination du mouvement syndical doivent faire réfléchir les dirigeants européens. Ils doivent admettre que l'austérité est un échec à la fois économique et social. Les citoyens européens n'en peuvent plus.

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a récemment reconnu que les mesures d'austérité prises en Grèce conduisent à une violation des droits fondamentaux, notamment concernant les principes clés en matière de négociation collective, qui sont à la base de la démocratie et de la paix sociale. Il s'agit de la énième confirmation du bien fondé de notre rejet de ces politiques désastreuses.

Nous ne cesserons jamais de le répéter : il est impossible de continuer sur la voie de l'austérité car elle est contre-productive. Les indicateurs économiques se détériorent. La pauvreté et les inégalités augmentent. Comme notre Contrat social pour l'Europe l'indique clairement, c'est par la solidarité que notre avenir commun pourra être assuré durablement et que nous pourrons sortir de la crise par le haut. Or, il est regrettable de constater que le climat politique n'évolue pas positivement en ce sens, comme le montre l'échec des négociations au sein du Conseil européen sur le cadre financier pluriannuel de l'UE. Les centaines de milliers d'Européens qui ont pris part à notre mobilisation du 14 novembre demandent davantage d'équité et de solidarité et je peux les rassurer : nous ne lâcherons pas.

Bernadette Ségol,
Secrétaire générale de la CES

14 millions de jeunes Européens ne travaillent pas et ne suivent pas de formation

Plus de 14 millions de jeunes en Europe ne travaillent pas, ne suivent pas d'études ou de formation (NEET) et leur nombre augmente du fait de la crise économique. Selon certaines études, le **manque à gagner économique** lié à leur nonintégration est estimé à **153 milliards d'euros pour 2011**, perte à laquelle il faut ajouter le coût incalculable de leur désengagement de la société en général.
(Source : Eurofound).

Le pacte du Gouvernement - Mittal tourne le dos à l'avenir de la sidérurgie

Le Premier Ministre a tourné le dos au projet de relance du site de Florange, avec un redémarrage des hauts fourneaux et de la production d'acier.
Alors que la stratégie depuis des années de Monsieur Mittal est avant tout financière, se traduisant par des milliers de suppressions d'emplois et le démantèlement des capacités de production en Europe (comme en Belgique, au Luxembourg, en Espagne, en République Tchèque) les salariés doutent aujourd'hui des engagements soi-disant obtenus !
La CGT considère que seule la remise en activité des hauts fourneaux peut permettre une activité viable du site de Florange. Ce que préconise d'ailleurs un rapport commandité par le gouvernement lui-même.
Dans l'attente d'avoir plus de précisions sur le contenu de l'accord entre le gouvernement et la direction d'Arcelor Mittal, la CGT considère qu'il n'y a pas de volonté affirmée au développement de la sidérurgie en France et en Europe !
Le projet « prototype ULCOS » est porteur d'avenir pour redynamiser la production d'acier à Florange, celui-ci est prévu dans 2 ou 3 ans, avec des financements européens importants.
Cela nécessite de maintenir les fourneaux en état de marche, avec du personnel, des moyens financiers pour leur maintien en « environnement à chaud » et un investissement important pour leurs modernisations. Sans oublier qu'il va falloir maintenir un niveau de compétences, alors que l'on parle de départs, de mutations et que des centaines d'emplois sont supprimés dans les entreprises sous-traitantes.
Mettre les hauts fourneaux en état de fonctionnement nécessite plus de 5 millions d'euros par mois, soit plus de 60 millions d'euros par an, à comparer aux 180 millions d'euros annoncés par Mittal sur 5 ans.
Pour la CGT, seule la remise en activité des hauts fourneaux, avec la production d'acier de qualité dans les plus brefs délais est la solution la plus efficace socialement et économiquement.
Cet accord ressemble étrangement à celui fait par Mittal avec les salariés de Liège en Belgique, avec un chantage à l'emploi, et une promesse d'investissements sur les laminoirs au détriment de la fermeture des hauts fourneaux.
Il ne faudrait pas que la direction d'Arcelor Mittal transfert ses engagements d'investissements au risque de mettre les salariés de Florange en concurrence avec ceux de Liège.
Pour la CGT, seule une participation publique dans une nouvelle société qui reprendrait l'ensemble du site de Florange ouvre une réelle perspective pour les salariés et le développement de la sidérurgie.
Ce serait un point d'appui efficace pour un autre type développement de la sidérurgie en France et en Europe avec la contribution des Etats et de la Commission Européenne.
La CGT continuera à mobiliser les salariés, en convergence au niveau européen.
La journée de mobilisations prévue le 13 décembre prochain va être l'occasion pour les salariés de se faire une nouvelle fois entendre.
La CGT demande toute la clarté sur les engagements pris par le gouvernement. Rien ne doit être figé sans les salariés et leurs représentants.

Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT - Montreuil, le 3 Décembre 2012

-=-

La grande galère des chômeurs âgés

Les derniers chiffres de Pôle emploi révèlent une nouvelle flambée du chômage des seniors. Près d'un million d'hommes et de femmes de plus de 55 ans sont touchés.

Et les seniors sont en première ligne dans la flambée des inscrits à Pôle emploi. En octobre, ils sont 977 700 à pointer à l'ex-ANPE. Sur l'année, leur nombre a grimpé de 16 %.

D'après l'Insee, depuis 2008, sous l'effet de la crise, le chômage des aînés a nettement progressé de 41 %, le double de l'augmentation du chômage général.

Les chômeurs de longue durée comptent une majorité de seniors dans leurs rangs. La reconquête d'un travail est longue et semée d'embûches. Avec le nouveau suivi différencié des chômeurs instauré en janvier 2013, les conseillers pourront suivre jusqu'à 350 chômeurs ! Les seniors éloignés du monde du travail ne sont pas forcément la préoccupation numéro un du pôle Emploi.

CONGRES EXTRAORDINAIRE CGT EDUC'ACTION
23 - 24 - 25 janvier 2013
Participez à la préparation dans vos SDEN
Documents dans le PEF de novembre 2012

Prenez note :

REPAS FRATERNEL RETRAITES DIJON
DIMANCHE 7 avril 2013 à Alesia
PLUS DE 30 CAMARADES SONT D'ACCORD POUR CETTE DATE
D'AUTRES INFORMATIONS DANS UN PROCHAIN JOURNAL

Nécrologie:

A notre camarade et amie RENEE BERNIQUET

CHÈRE RENÉE

Tous les camarades et ami(e)s de la section syndicale des retraités de Cote d'Or te présentent leurs très sincères condoléances pour la dramatique épreuve que tu subis à savoir le décès de ton fils .Que notre amitié t'accompagne dans la douleur de ton chagrin et la solitude de ta détresse.

POUR LES RETRAITABLES ET LES RETRAITÉS DE L'URSEN DIJON,
UNE PERMANENCE EST ORGANISEE AU LOCAL, 03 85 46 09 07
LE VENDREDI DE LA REUNION DE BUREAU (sauf vacances) de 14 h à 17 h
(voir calendrier 2012 dans le journal n° 28)